



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025 / 52
Code AIOT : 0010011944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris
- Code AIOT : 0010011944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de Salbris, aux lieux-dits "le bas Boulay" et "les Varennes".

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers de terrasse, dont la superficie totale autorisée est de 90,24 ha, pour une superficie exploitable de 76,19ha.

La production maximale autorisée est de 150000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 130000 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est fixée au 11 septembre 2044.

Les matériaux extraits sur le site sont des sables et graviers de terrasse alluviale destinés à la confection de béton (usage "noble").

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.2.1	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.1.3	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets inertes et des terres et des terres non polluée	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article Chapitre 5.1	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.2	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.4.3	Sans objet
6	Ravitaillement et entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.4.5	Sans objet
7	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Panneau d'identité de la carrière
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

<p>Constats :</p> <p>Il existe à l'entrée de la carrière, au niveau de son accès qui se fait depuis la RD n° 2020, un panneau précisant l'identité de l'exploitant (Ligérienne Granulats), la référence de l'autorisation préfectorale (Arrêté préfectoral du 11/09/2014), l'objet des travaux (Carrière de Salbris), et l'adresse de la mairie où le dossier et le plan de remise en état du site peuvent être consultés (Mairie de Salbris, 33 boulevard de la République 41300 SALBRIS - Tel 02 54 94 10 40). L'accès à la carrière se fait uniquement depuis la RD n°2020. La carrière est traversée par un chemin rural interdit aux poids lourds. Sur la longueur de cette traversée, une clôture présente de part et d'autre du chemin interdit l'accès à la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Surveillance des installations de la carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois personnes sont employées sur la carrière, le chef de carrière et 2 conducteurs d'engins. Les 2 conducteurs d'engins sont affectés, pour l'un à l'extraction, qui est réalisée avec une pelle hydraulique, et pour l'autre à l'alimentation de l'installation à l'aide d'une chargeuse. En plus de ses fonctions le chef de carrière assure le chargement des clients et l'émission des bons de pesée. L'exploitant dispose d'un document en date du 26/02/2024 qui désigne nominativement le chef de carrière pour la surveillance des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres et des terres non polluée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article Chapitre 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et des terres végétales non polluées dont la dernière mise à jour est du 31/12/2021.

Lors de l'inspection il a été vérifié que tous les items que doit contenir le plan étaient abordés et traités dans le document.

Aucun écart n'a été relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques.

Prescription contrôlée :

Les installations électriques (de l'installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels et l'installation de lavage) doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la société DEKRA le 13/03/2024.

Le rapport correspondant à ce contrôle, n° 120695832401 R 001 du 13/03/2024, fait état de 3 observations :

- Poste HT de livraison et de transformation :
 - Disposition constructive et état du poste : éclairage inopérant, y remédier ;

- Équipements de protection et matériel de sécurité : absence de dispositif de vérification d'absence de tension, à mettre à disposition ;
- Matériels BT et local technique process :
 - Local technique : pompe de relevage JIG 7,5 KW Q8 : la plage de réglage du disjoncteur ne correspond pas à celui du schéma (DM 12 A/18A), soit le réglage est trop élevé, soit le moteur ne correspond pas à celui du schéma, y remédier.

Sur le rapport présenté, en regard de la première et de la dernière observation, la mention manuscrite "fait le 29/03/2024" est apposée.

Pour justifier de la levée des observations l'exploitant a présenté un document de son électricien, la société MLE de St Pierre les Etieux, 18210.

Sur ce document l'électricien indique la nature de son intervention ayant permis de lever la première et de la dernière observation. Pour l'observation n°2 (pas de mention "fait le 29/03/2024" sur le rapport) le document précise : " Cette remarque n'est pas justifiée. La norme NFC 13000.100 n'oblige pas à avoir cet appareil quand on a des cellules étanches".

Le Q18 correspondant au contrôle DEKRA a été présenté. Ce document daté du 13/03/2024 précise dans sa conclusion que : " L'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

<p>Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des produits liquides a été inspecté. Dans le local de stockage qui se présente sous la forme de plusieurs containers maritimes il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une cuve de GNR double enveloppe (l'exploitant a indiqué que la cuve avait un volume de 4000 litres - 5 000 litres maximum indiqués dans le dossier de demande d'autorisation) équipée d'un pistolet de remplissage pour le réservoir des engins; • d'une cuve d'adblue double enveloppe, en matière plastique, équipée d'un détecteur de fuites (volume non déterminé); • de bidons de 20 litres (environ une quinzaine) contenant : liquide de refroidissement et huile pour les engins. Tous ces bidons sont placés dans des rétentions adaptées. • de 5 bidons de 200 litres contenant : huile (neuve et usagée) et lave glace. Tous ces bidons sont placés dans des rétentions adaptées. <p>Toutes les rétentions visibles sont vides et aucun stockage n'est présent sous le niveau du sol. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Ravitaillement et entretien des engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conception de l'aire d'entretien et de ravitaillement des engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>A proximité des ateliers et du stockage de carburants est positionnée une aire bétonnée en forme de pointe de diamant, équipée d'un caniveau central à grille relié à un séparateur d'hydrocarbures. Cette aire est destinée au ravitaillement et à l'entretien des engins.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Ressources en eau et mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des installation de broyage, concassage et criblage
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Constats :

De par l'activité de la carrière des réserves importantes de sables sont présentes sur le site, en particulier au niveau de l'installation de traitement des matériaux. Des pelles sont également à disposition (concernant les pelles l'exploitant a fait remarquer que pour la manipulation du sable en cas d'incendie il utiliserait plutôt une chargeuse, capable de transporter un volume de sable important).

Il existe 14 extincteurs sur le site. Les matériels ont été vérifiés pour la dernière fois le 6/06/2024 par la société DAMIEN Incendie.

Lors de la visite les extincteurs suivants ont été repérés :

- local carburants : 2 extincteurs poudre ABC de 9 kg unitaire ;
- réfectoire de la carrière : 1 extincteur CO2 de 2 kg.

Ces 2 extincteurs sont en bon état et leur date limite de vérification n'est pas dépassée.

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté une attestation de formation à la manipulation des extincteurs, datée du 06/06/2024, pour les 3 employés du site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite